

*Soumis par : le révérend Dr Bob Mitchell, de l'organisation Anglican Overseas Aid, au nom du Forum ACT du Pacifique (PANZ)*

## **Déclaration de l'Alliance ACT sur le changement climatique dans la région du Pacifique**

Nous tenons à faire part de notre engagement en faveur de l'Accord de Paris et des efforts qu'il prévoit pour limiter l'augmentation de la température globale à 1,5°C au-dessus des niveaux préindustriels. Nous sommes en effet convaincus qu'il est désormais urgent d'adopter des sources d'énergie renouvelables et de mettre fin aux émissions nocives de gaz à effet de serre, provenant de toutes les sources et de tous les secteurs, y compris celui de l'agriculture.

Les impacts les plus violents du changement climatique se font principalement sentir dans la région du Pacifique. Les communautés locales ont vu leurs conditions météorologiques changer et provoquer des événements dévastateurs, notamment l'élévation du niveau de la mer et la sécheresse. Aussi les pays du Pacifique demandent-ils la mise en place de mesures urgentes pour le climat au niveau mondial, alors qu'ils renforcent leurs propres mesures de réponse en cas de catastrophes et leurs programmes de préparation. À *Aotearoa* (nom maori de la Nouvelle-Zélande) et en Australie, les agences membres de l'Alliance ACT mènent une campagne active pour promouvoir les mesures climatiques, notamment, récemment, en apportant leur soutien au projet de loi « zéro carbone » de la Nouvelle-Zélande.

Le changement climatique nuit de manière beaucoup trop importante aux petits pays insulaires du Pacifique, alors même que ce sont eux qui ont l'empreinte écologique la plus faible. Lors du dernier Forum des îles du Pacifique, les dirigeants ont clairement identifié le changement climatique comme étant la plus grande menace pour les moyens de subsistance, la sécurité et le bien-être des peuples du Pacifique.

Le « Rapport sur les risques mondiaux » (*World Risk Report*) publié par le Forum économique mondial en 2017 indique que deux pays du Pacifique sont les plus exposés aux catastrophes naturelles dans le monde : le Vanuatu et le Royaume de Tonga. Trois autres pays du Pacifique (les Fidji, la Papouasie-Nouvelle-Guinée et les Îles Salomon) figurent dans le top 15 des pays les plus exposés aux risques de catastrophe. Les Fidji et le Royaume de Tonga ont d'ailleurs connu de violents cyclones ces dernières années. Avec l'élévation du niveau de la mer, les habitations et les terres sont régulièrement inondées, compromettant la potabilité de l'eau des ménages vivant sur ces îles vulnérables. La hausse des températures affecte également les cultures vivrières traditionnelles, menaçant ainsi la sécurité alimentaire des communautés locales.

Plusieurs pays insulaires du Pacifique luttent déjà contre la migration interne provoquée par le changement climatique et la migration externe est un sujet de discussion fréquent dans la région. Compte tenu des liens étroits qui unissent ces pays à leurs terres et à leur mer, les peuples locaux perdent chaque jour un peu plus de leur humanité et de leur diversité. Si rien ne change, un grand nombre de langues et de cultures seront menacées, ainsi que, par voie de conséquence, la faune et la flore. La planification des risques liés aux migrations externes fait apparaître de graves conséquences au niveau mondial, entraînant des problèmes complexes, notamment en raison de la désertification de certains pays.

La lutte contre le changement climatique est désormais urgente et doit être mondiale. Les gouvernements participant aux négociations sur le climat dans le cadre de la CCNUCC doivent définir et mettre en œuvre des objectifs ambitieux visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre et apporter une aide financière adéquate aux communautés les plus touchées par le changement climatique. Alliance ACT tient à exprimer son soutien à la région du Pacifique et souligne l'urgence de renforcer les engagements pris par les différents pays dans le cadre de l'Accord de Paris.

Les organisations religieuses et les partenaires locaux du réseau ACT PANZ font déjà partie des communautés touchées et mettent actuellement en place des formations de préparation aux catastrophes ainsi que des préparatifs pour faire face à la montée du niveau de la mer et à une météo de plus en plus instable. En tant que partie intégrante de ces communautés, nous contribuerons à faire en sorte que nous soyons les premiers à agir de manière concrète et à témoigner des impacts du changement climatique.

Nous soutenons les déclarations faites par les communautés religieuses du Pacifique, notamment la « Déclaration de Tokatoka de 2016 sur le changement climatique, la réduction des risques de catastrophe et la résilience » (*2016 Tokatoka Declaration on Climate Change, Disaster Risk Reduction and Resilience*), qui appelle à « des cadres politiques nationaux, régionaux et mondiaux sur le changement climatique et la réduction des risques de catastrophe », et exige que la migration induite par le climat et le déplacement forcé des habitants des îles du Pacifique soient considérés comme « une menace pour les droits de l'homme ». Cette déclaration faisait suite à la « Déclaration de Moana de 2009 » (*2009 Moana Declaration*), laquelle appelait à la mise en place de mesures ambitieuses pour limiter les émissions de gaz à effet de serre afin de protéger la santé et le bien-être des peuples du Pacifique.

Nous reconnaissons le rôle clé des communautés religieuses du Pacifique et de nos partenaires locaux dans le renforcement de la résilience locale. Nous reconnaissons également nos responsabilités dans le cadre de l'Objectif de développement durable n° 13 afin de garantir que ces mesures reçoivent les fonds nécessaires.

Nous saluons le travail de la Conférence des Églises du Pacifique dans la promotion de l'action pour le climat et soutenons ses efforts pour encourager les Églises à accroître la sécurité alimentaire et la résilience dans le cadre de son programme *Église verte*.

Les émetteurs de gaz à effet de serre étant les premiers responsables, nous exhortons les gouvernements du monde entier à prendre des mesures audacieuses pour réduire rapidement les émissions afin de maintenir le réchauffement mondial à un maximum de 1,5°C au-dessus des niveaux préindustriels. Dans notre région, nous en appelons particulièrement à l'Australie et à la Nouvelle-Zélande. Nous demandons aux gouvernements du monde entier de renforcer leurs engagements en faveur du financement de la lutte contre le changement climatique, de soutenir les initiatives visant à renforcer la résilience et l'adaptation au changement climatique, et de faciliter la reconstruction après les catastrophes induites par le climat. Nous leur demandons en outre de soutenir spécifiquement les droits humains des communautés locales dont le mode de vie ou les moyens de subsistance ont été affectés par le changement climatique.